



## ENTRETIEN DES ROUTES

# Le terrain glissant de la privatisation

La pagaille face aux intempéries a illustré l'abandon du réseau routier par l'Etat. Tapis dans l'ombre, les géants des travaux publics se préparent. **PAGE 2**



**CÔTE D'IVOIRE**  
Gbagbo veut  
se débarrasser  
de l'ONU. P.8

**POLITIQUE**  
Hortefeux,  
un ministre  
récidiviste sur  
la sellette. P.4

**RÉTROSPECTIVES**  
▶ Argent et pouvoir :  
Vincent Bolloré. P.10  
▶ 2010 vue par...  
Audrey Pulvar. P.11

Belgique 1,40 € - Port. ext. 1,90 € - Argentine-Buenos-Aires 1,85 € - Israël 1,80 € - Espagne 1,80 € - Italie 1,80 € - Maroc 1,80 € - Mexique 1,80 € - Suisse 2,00 € - Luxembourg 1,40 €

Thierry Zoccolato/AFIP

Annuaire législatif et judiciaire en page 5.

# Un dangereux récidiviste aux affaires

PAR PATRICK APEL-MULLER



Le ministre de l'Intérieur s'avère un dangereux récidiviste, condamné par la justice à deux reprises en six mois. Une fois pour « injure raciale », l'autre pour atteinte à la présomption d'innocence d'un conseiller du ministre de la Justice, soupçonné d'avoir livré des informations à un journaliste dans l'affaire Woerth-Bettencourt, où un autre ministre était mis en cause. On avait parlé dans cette affaire d'investigations plus ou moins légales du contre-espionnage. Décidément, Brice Hortefaux a des problèmes avec la justice. En premier lieu, il est le seul ministre de la V<sup>e</sup> République – soit durant les cinquante-deux dernières années – à avoir été condamné à deux reprises.

Décidément, Brice Hortefaux a des problèmes avec la justice. Il est le seul ministre de la V<sup>e</sup> République – soit durant les cinquante-deux dernières années – à avoir été condamné à deux reprises.

Des ministres ont démissionné pour moins que ça, pour de simples soupçons. Il vient ensuite de commettre un éclat particulièrement scandaleux en s'indignant des condamnations qui avaient frappé des policiers de Seine-Saint-Denis, coupables de faux témoignages et d'accusations infondées d'homicide à l'égard d'un citoyen pour masquer leur propre bévue. Les faits sont

avérés et les propos de celui qui se dépeint comme le premier flic de France s'avèrent particulièrement odieux. L'impunité serait garantie jusqu'au crime à des policiers, tandis que la sévérité la plus extrême serait réclamée contre des adolescents lanceurs de pierres.

Le meilleur ami de Nicolas Sarkozy a aggravé son cas en proclamant, hier dans le *Parisien*, qu'il « soutient l'ensemble des policiers qui font leur devoir ». Qui peut le croire ? On mesure en revanche la charge explosive d'une complicité qui foule aux pieds la devise nationale « Liberté, égalité, fraternité ». Singulier visage de « la République irréprochable » que le président de la République promettait d'instaurer dès son élection !

Salut temps pour Brice Hortefaux, pourrait-on dire si l'on ne craignait de rappeler sa gestion calamiteuse des intempéries. Faut-il y ajouter une circulaire ciblant les Roms au mois d'août, la loi prévoyant des tests pour les regroupements familiaux, et une attention soutenue à l'encontre des journalistes ? Le ministre délinquant est aussi celui des coups tordus pour ramener au premier plan la hantise de l'insécurité et flatter les instincts de l'électorat d'extrême droite. Il travaille pour l'intérêt particulier de son président-candidat. C'est exactement à l'inverse de l'intérêt général.

USA: UN CONDAMNÉ EXÉCUTÉ AVEC UN VÉTÉRINAIRE.



L'ŒIL DE CHARB

Le Premier Ministre

Paris, le 28 OCT. 2009

Monsieur l'inspecteur général

La réflexion sur l'amélioration de l'efficacité de l'Etat est un impératif permanent. Plus que jamais, elle doit demeurer en tête des priorités de toute administration de l'Etat.

Renforcer la qualité du service rendu aux usagers du service public, améliorer les conditions de travail des agents publics, concentrer l'action des pouvoirs publics sur les besoins prioritaires, gérer au mieux les ressources de la collectivité : ces objectifs doivent figurer au premier plan dans une économie moderne qui s'inscrit dans un monde compétitif et évolutif, et dans une démocratie légitimement attachée à l'excellence de ses services publics. Ces objectifs sont, par ailleurs, rendus chaque jour plus incontournables par la nécessité de rendre plus soutenable l'évolution de nos finances publiques.

Cette démarche, qui renouvelle en profondeur l'esprit et la méthode de la réforme de l'Etat dans notre pays, a été mise en œuvre depuis plus de deux ans par la révision générale des politiques publiques (RGPP). De nombreuses décisions ont été prises dans tous les domaines, qui ont permis d'enclencher une logique qui consiste, pour l'Etat, à faire mieux en dépensant moins.

Les analyses, qui éclaireront les décisions du Conseil de modernisation des politiques publiques, présidé par le Chef de l'Etat, devront être ambitieuses, innovantes, sans a priori ni tabou. Chaque fois que possible, elles devront examiner la pertinence du périmètre des missions de l'Etat, et en évaluer les modes d'exercice pour déterminer si l'Etat est le mieux placé pour les prendre en charge.

Vous pourrez notamment examiner les axes suivants :

2. La réduction des moyens d'ingénierie routière et la poursuite de la rationalisation des services déconcentrés.
7. La création d'un opérateur routier national.

J'vous prie de croire, Monsieur l'inspecteur général, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

François FILLON

La « pagaille » provoquée par la neige pose la question de la casse du service public de l'équipement. Illustrée par cette lettre de François Fillon préfigurant la création d'un « opérateur routier national ».

La neige revient tous les ans, la casse des services publics imposée par l'Etat reste – via la révision générale des politiques publiques (RGPP) visant, nous dit-on, à faire toujours mieux avec toujours moins de moyens budgétaires et humains. Le privé, lui, se frotte les mains.

# Quand l'Etat laisse tomber la neige...

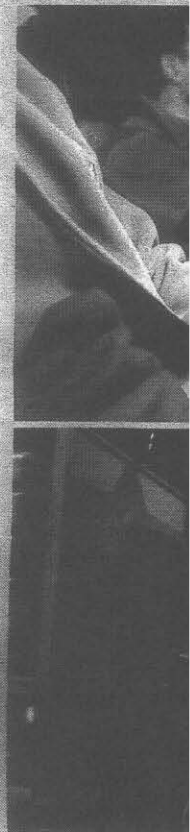
Les chutes de neige de la semaine dernière ont surpris tout le monde par leur intensité. Elles laisseront des traces dans les souvenirs des automobilistes forcés de passer la nuit dans leur véhicule ou dans des hébergements d'urgence. On a beaucoup parlé de la région parisienne, mais la province ne fut pas épargnée. L'Etat a d'abord minimisé. Mais l'épisode neigeux dure et devient saga. Transports en commun paralysés, poids

lourds bloqués sur les parkings, trains ralentis, vols annulés dans les aéroports, axes secondaires impraticables... Une situation qui a de quoi mettre en boule, tant elle souligne les conséquences des politiques mises en œuvre depuis trois ans dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

### VERS UNE PRIVATISATION TOTALE DU RESEAU ROUTIER

La fameuse RGPP et son refrain : « Faire mieux en dépensant moins. » Un leitmo-

tiv repris en toutes lettres par François Fillon lui-même, dans une lettre adressée le 28 octobre 2009 au chef de l'inspection des finances à Bercy. Entre autres préconisations, le premier ministre invitait alors à avancer sur l'idée de création d'un « opérateur routier national ». Autrement dit, comme l'ont dénoncé alors les syndicats et notamment la CGT, d'avancer sur la mise en place d'une privatisation totale du réseau routier français, déjà très morcelé. Sur le million de kilomètres de >>>



« De telles difficultés sont dues à l'impossibilité pour les véhicules de déneigement d'accéder sur place. » THIERRY MARIANI

Le secrétaire d'État aux Transports se souvient-il qu'il y a peu, la décision a été prise dans l'est de la France de ne déneiger que le côté droit des routes par manque de moyens ?

6000

C'est le nombre d'agents affectés au déneigement par l'État pour 11.800 km de routes nationales.

3

## Les pros des nuits blanches et salées

Les fonctionnaires des directions interdépartementales des routes dénoncent la privatisation rampante de leur mission d'entretien. Reportage dans le Val-d'Oise.

Un Algeco. Cuisine, canapé, télé, sapin de Noël et esprit de groupe. On attend le signal. Patrick, cinquante ans, rivé aux infos de Météo France, est responsable d'intervention. D'astreinte de viabilité hivernale, il a quatre agents avec lui, en cette nuit de décembre à Luzarches, dans le Val-d'Oise. 23h58. Top! Deux déneigeuses prennent la route. À bord, deux agents d'une des onze directions interdépartementales des routes (DIR). Une dénomination résultant de la concentration en 2007 d'une centaine de directions départementales de l'équipement. Même si pour les usagers ils restent les « mecs en orange de la DDE ».

Par engin, un chauffeur et un rippeur qui pilote la molette de salage et la lame, dosant sel ou saumure, en fonction de l'humidité de la route: pas question de gaspiller. Les conditions météo exigent de la vigilance et ajoutent à la pénibilité quotidienne du travail. Pourtant, avec les départs en retraite non remplacés, certains se retrouvent seuls dans la saieuse. Et il faut aller vite avant le rush des automobilistes du matin. Les gars le déplorent mais il faut déneiger la nuit pour « ne pas

freiner l'économie ». Pour ne pas ralentir, ils n'installent plus les barrières de dégel, quitte à abîmer le bitume. Après tout, des routes à refaire, c'est bon pour les grands groupes du BTP! L'État a concédé aux sociétés d'autoroutes et aux conseils généraux la majeure partie de l'entretien du réseau routier. Il n'opère plus que sur une partie des nationales, soit 20000 kilomètres sur un total d'un million.

« Quand je pense à notre collègue, dans le coma, après avoir été fauché par une voiture, puis écrasé par une autre, ça fait réfléchir. »

Quand ce n'est pas pour baliser un chantier, mettre en sécurité une zone d'accident, c'est pour le déneigement que Patrick, Eddy, Nordine, Stéphane et El Houssaine travaillent jour et nuit, week-ends et jours fériés. Salaire net de base: 1300 euros. Bienvenues les heures sup, même si la santé et la vie de famille en pâtissent. En astreinte, il faut parfois sortir cinq fois dans la nuit. Faire

ça jusqu'à la retraite? « Fonctionnaire, oui, mais quand je pense à notre collègue, dans le coma, après avoir été fauché par une voiture, puis écrasé par une autre, ça fait réfléchir », avoue El Houssaine.

Vingt ans que Stéphane est « agent orange ». Titulaire d'un BEP, il avait d'abord raté le concours de facteur. Nordine, avec son bac + 1 en électronique, a « tout tenté »: EDF, GDF, SNCF, La Poste. « À chaque fois, j'avais l'impression que ça allait, mais à l'oral ça coïnçait. » Il a finalement réussi le concours de la DIR, comme Eddy, vingt-trois ans, intégré en 2008. Le jeune homme ne voulait pas attendre des années un hypothétique emploi dans l'informatique. « Je me suis formé à bac + 2 dans ce domaine, et finalement c'est utile, à la maison... »

À l'automne prochain, fini l'Algeco de Luzarches. Des locaux neufs, plus spacieux, construits et exploités par Bouygues dans le cadre d'un partenariat public-privé seront mis en service à Fontenay-en-Parisis. « Ils seront loués à l'administration qui en deviendra propriétaire dans vingt ou trente ans, quand ils seront obsolescents! », ironise Patrick, qui, fronçant les sourcils, ajoute: « C'est un nouveau pas vers

la privatisation d'un secteur qui excite l'appétit des grands du BTP comme Vinci, Eiffage et l'espagnol Albertus. Sur les cartes, on voit nettement qu'ils se partagent déjà les parts du gâteau en fonction de grandes régions préorganisées par les restructurations voulues par l'État », commente-t-il. Les conseils généraux se sont déjà vu transférer, sans budget suffisant, une partie des véhicules et des personnels de l'ancienne DDE. À eux de gérer le déneigement des départementales et des axes secondaires. « En 2009, rupture de stock de sel dans l'Oise. Avant, on aurait couru à Lille pour en chercher. Là, ils ont dû installer une signalisation de route barrée, et tant pis pour les riverains. » Patrick, militant CGT, affiche sa lucidité: « Comme une majorité de conseils généraux sont à gauche, on dira que c'est la gauche qui ne fait pas son boulot! »

Après la pagaille des premières chutes de neige, le ministre Hortefeuve a mis la pression. Ici, on sourit. Dans le Val-d'Oise, toutes les nationales étaient « propres ». Une nuit blanche de plus, ce soir, à saler la N 104 et la N 1 et empocher une prime de... 10 euros.

L. MA.

Ci-dessus: une équipe d'astreinte intervenant, jeudi dans la nuit, pour saler la voie rapide A104, près de Luzarches (Val-d'Oise). Lire ci-contre,

» routes du pays, l'État n'en a plus en charge que 20000. Soit seulement 2 % ! Dont 8200 kilomètres sont déjà entretenus par des concessionnaires privés sous contrat avec l'État. Les agents des onze directions interdépartementales des routes (DIR), issues du regroupement de la centaine de directions départementales de l'équipement, n'interviennent que sur les 11800 kilomètres de routes nationales restantes. L'entretien des départementales et des axes secondaires a été transféré aux départements. Ces collectivités locales, déjà asphyxiées budgétairement, ont notamment en charge la maintenance de la flotte de véhicules de l'ex-DDE et une partie des personnels d'entretien de ces véhicules

qui ont accepté leur transfert. L'entretien, des déneigeuses notamment, est confié au privé, via une plate-forme téléphonique du groupe ALD à appeler pour les besoins courants et en cas de problème!

### DES « CONSOMMATEURS DE LA ROUTE »

Selon la CGT, le projet de loi de finances 2011 fait figurer une baisse de 10 % des budgets de fonctionnement des DIR et une baisse de 27 % des budgets directement affectés à l'entretien des routes. Le privé, s'il se trouvait complètement propriétaire du réseau d'infrastructures de transport routier, aurait, en toute logique, à décharger des bénéficiaires. Parmi les pistes déjà évoquées, l'instauration de péages à l'entrée des grandes villes. Les « usagers de la route » deviendraient des « consommateurs de la route », supportant tous les coûts: des inégalités d'accès liés aux tarifs, une différence de qualité des réseaux selon que les secteurs sont très fréquentés ou pas. Et quid du statut et des conditions de travail des personnels déjà mis à rude épreuve?

LAURENCE MAURIAUCOURT

## Le spectre de la pagaille refait surface

Les fortes précipitations neigeuses ont à nouveau rendu difficiles les communications dans une partie du pays. Échaudé par les précédentes intempéries, le gouvernement fait profil bas.

Chat échaudé craint l'eau froide. Après la pagaille des 8 et 9 décembre derniers et les dérapages de Brice Hortefeuve et de François Fillon concernant la gestion des intempéries et les accusations portées à l'encontre de Météo France, le gouvernement est en terrain glissant.

Samedi, dès l'arrivée des premiers flocons, Thierry Mariani se voulait rassurant et précautionneux. « Les enseignements ont été tirés », a avancé le secrétaire d'État aux Transports, préférant « ne pas (se) prononcer » quant aux suites des précipitations neigeuses qui se sont abattues ce week-end sur la moitié nord de la France. Le centre interministériel de crise avait

appelé « à limiter les déplacements ». Samedi soir, 35 départements étaient placés en vigilance orange par Météo France. Hier soir, 10 d'entre eux, notamment ceux du nord et de l'est du pays, demeuraient sous le coup d'un bulletin de vigilance.

En dépit de ce changement de communication gouvernementale, des perturbations ont cependant eu lieu. En région parisienne, la RATP a interrompu dès samedi l'ensemble des lignes de bus. Le service n'a repris qu'hier, en milieu d'après-midi, dans la capitale. Du côté du trafic ferroviaire, des retards de vingt minutes à une heure et demie ont été constatés en fonction des destinations du fait des ralentissements de la vitesse des trains. Sur le réseau routier,

dans le Val-d'Oise, des centaines d'automobilistes ont été immobilisés, samedi, durant quelques heures dans un centre commercial d'Éragny.

Des arrêtés préfectoraux ont également interdit la circulation des poids lourds. En Île-de-France, près de 800 camions ont ainsi été « stockés » sur les axes d'autoroutes. Dans le Nord, où la neige a atteint un niveau moyen de 10 à 15 cm et en Picardie, où la couche faisait 20 cm, des automobilistes ont dû être hébergés en urgence. À Calais (Nord-Pas-de-Calais), plus de 300 passagers de cars en provenance de Grande-Bretagne ont trouvé refuge dans une salle municipale. À Cambrai (Nord), 137 naufragés de la route ont été quant à eux logés dans un gymnase.

Défaillance également en matière de transport aérien. À Roissy-Charles-de-Gaulle, près de 40 % des vols ont été annulés hier, les pistes ayant été fermées dans la matinée pour être déneigées. Près de 20000 voyageurs sont restés en attente de leur avion dans l'aéroport. Ces intempéries touchaient une bonne partie de l'Europe et de nombreux aéroports ont été fermés.

LIONEL DECOTTIGNES

### La question du jour Doit-on redouter une privatisation des services de l'équipement ?

➔ Réagissez par courriel à [lhumanite@wanadoo.fr](mailto:lhumanite@wanadoo.fr)  
➔ Ou par courrier à :  
L'Humanité, 164, rue  
Ambroise-Croizat, 93528  
Saint-Denis Cedex